

ploi qui concourra à la mise en valeur de notre pays.

Je me suis réjoui d'une chose. Maintes et maintes fois mon honorable ami a voulu tourner en ridicule l'idée d'une vision... N'est-ce pas lui qui a parlé d'igloos? Toutefois, il a parlé, aujourd'hui même, du fait que la mise en valeur de notre lac pays devrait désormais se faire vers le Nord. Mais voilà justement ce que nous, de notre parti, n'avons jamais manqué de prêcher. Nous avons toujours réclamé la mise en valeur de nos grandes ressources, la mise en valeur et l'expansion de notre territoire septentrional, la construction d'un chemin de fer, telle qu'elle a été prévue, dans la région du Grand lac des Esclaves, l'ouverture de chemins vers les ressources, la mise en valeur de régions comme celles dont parlait l'honorable représentant du Yukon (M. Nielsen), dont on connaît l'expérience. Autrement dit, il s'agit là de créer les fondements de cette expansion nationale qui, du point de vue de la mise en valeur de nos Territoires du Nord, a été si longtemps différée.

Le temps n'est pas venu de crier à la panique, de façon à accentuer des craintes qui, à la longue, ne sauraient que croître en s'ajoutant les unes aux autres. Le pessimisme engendre le pessimisme. Le moment est venu pour le gouvernement, les industriels et les ouvriers d'agir, de donner l'exemple, d'empêcher la hausse des prix et des frais de production. Il faut que tous les Canadiens se rendent compte que l'esprit de lucre, à l'époque où nous vivons, ne saurait qu'entraver la restauration économique. Aussi longtemps qu'il y aura du chômage, ce problème ne sera pas réglé.

C'est du reste un problème fort grave pour le monde libre, notamment pour les États-Unis où les chômeurs sont si nombreux. On a constaté aussi parmi les nations libres d'Europe le début d'un cycle de chômage. C'est ce qui, à en croire Lénine, marquerait la fin de notre régime d'entreprise libre. Le plus grand danger que présente actuellement l'URSS c'est dans son action économique qu'il faut le chercher. D'ici très peu d'années,—et quand je dis très peu d'années j'entends moins de dix ans,—le rythme de croissance de l'économie soviétique sera le double de celle des nations libres, à moins que le monde libre n'étende sa productivité.

Que faisons-nous? Mon honorable ami a parlé du commerce. Le commerce du Canada, depuis quelques mois, est marqué par une stabilité relative des exportations et par une certaine diminution des importations et une diminution matérielle du déficit commercial en général. Les exportations de marchandises du Canada pour le premier trimestre de 1956

ont atteint 1,092 millions contre 1,119 millions pour la période correspondante de l'an dernier, diminution de 2½ p. 100 seulement. Qu'on aille où on voudra dans le monde libre on constatera que la diminution ailleurs a été beaucoup plus considérable. Elle l'a été aux États-Unis. Un manque de fermeté des marchés mondiaux des marchandises a provoqué une diminution des ventes au titre d'un certain nombre de grandes denrées d'exportations y compris les bas métaux, le papier-journal, la pâte de bois, les graines oléagineuses et le pétrole.

D'autre part, le ministre du Commerce (M. Churchill) s'est attaqué à ce problème et je tiens à signaler que, parmi ses principales réalisations, nos exportations de blé cette année seront plus considérables que celles de l'an dernier. Les exportations de blé, de bovins, d'uranium, d'avions et de machines agricoles se sont accrues. Mon ami dit que nos importations ont diminué. C'est juste mais, comme résultat, le déficit de nos échanges de denrées avec tous les pays est passé pour cette période de 241 millions de dollars à 102 millions. Quel est l'effet de la réduction de ce déficit? C'est que la situation du dollar canadien permet aux Canadiens de faire face, mieux qu'il n'était possible l'an dernier, à la concurrence des autres pays.

Le chef de l'opposition s'est étendu longuement sur la question du commerce et les chiffres qu'il a cités étaient justes mais, eu égard à la situation générale aux États-Unis et maintenant aussi en Europe, nous affirmons que ces chiffres indiquent que le présent gouvernement s'est appliqué à résoudre le problème du commerce d'une façon qui n'était pas caractéristique de l'ancien gouvernement durant les deux ou trois dernières années.

On s'est occupé promptement et de façon continue de la question du blé. Une des premières tâches du ministre du Commerce a été d'accompagner les membres de la Commission canadienne du blé dans une mission au Royaume-Uni et dans l'Ouest de l'Europe. Cette mission avait pour but d'examiner les possibilités du marché pour la campagne agricole de 1957-1958 et d'étudier les problèmes de vente du blé avec les importateurs. Voici les chiffres: à la date du 31 mars, les exportations canadiennes de blé étaient de 18 millions de boisseaux supérieures à celles de la campagne agricole précédente, et cette augmentation sera encore plus considérable d'ici la fin de la présente campagne agricole. Voici ce que je demande à mes honorables amis: cette statistique ne témoigne-t-elle pas d'une certaine activité car, rappelons-le, l'accumulation d'excédents de blé rendait impossible tout ce qui pouvait stabiliser l'agriculture dans l'Ouest,

[Le très hon. M. Diefenbaker.]